

Interview du 14 juillet : ce que sont vraiment devenues les promesses 2014 de François Hollande



Pour tous les Présidents de la République, le 14 juillet est le jour des promesses comme Noël est celui des cadeaux. François Hollande, comme les autres, n'échappe pas à la tradition. Mais que sont devenus les engagements de 2014 ?

Avec Christelle Bertrand
Avec Jean Petaux

Christelle Bertrand : Chaque année le Président de la République accorde une interview fleuve durant laquelle il prend un certain nombre d'engagements vis-à-vis des français. La plupart d'entre eux restent lettre morte. Quels sont les engagements pris par François Hollande en 2014 qui n'ont pas été tenus ? Pourquoi ?

Christelle Bertrand : En 2014, François Hollande est dans une posture particulière. Tout le début de l'année a été occupé par le feuilleton de sa relation avec Julie Gayet et sa rupture avec Valérie Trierweiler. Les élections municipales ont été une catastrophe et Manuel Valls, fraîchement nommé Premier ministre, a semblé voler la vedette au Chef de l'État. Ce dernier doit affirmer son rôle, se représidentialiser. Cette interview de 2014 est donc l'occasion de multiplier les promesses qui vont être plus nombreuses que les années précédentes. Ainsi François Hollande s'engage à baisser les impôts pour les ménages les plus modestes : 3 millions de ménages vont payer moins et 1 millions n'en paieront plus, affirme-t-il. Il promet de "lever tous les obstacles à l'apprentissage". Il souhaite aussi mener une réforme majeure sur l'accompagnement du très grand vieillissement et annonce un grand plan pour le numérique à l'école. "Je veux que la France soit exemplaire sur le numérique à l'école", précise-t-il. Son principal engagement porte sur le pacte de responsabilité : "J'ai décidé, depuis le 14 janvier, d'accélérer". La plupart de ces promesses vont passer à la trappe. Sur le grand vieillissement rien n'est fait. François Hollande promet, lors de ce 14 juillet, qu'entre lui et son premier ministre il n'y a pas une feuille de papier à cigarette mais les mois qui suivent vont prouver le contraire. En octobre, François Hollande recadre sévèrement Manuel Valls sur le rythme des réformes qu'il trouve trop rapide. Quelques jours plus tard, alors qu'il décore le chef du gouvernement de la grand-croix de l'Ordre national du mérite, François Hollande parfait ce recadrage en parlant de Clemenceau, l'un des modèles du chef du Gouvernement : "Il n'est pas devenu président de la République, mais on peut réussir aussi son existence sans être président de la République". Mais le plus grand échec de François Hollande porte sur le pacte de responsabilité. Et c'est Manuel Valls qui le dit : "le compte n'y est pas". Pour lui, "les partenaires économiques n'ont pas pris leurs responsabilités en mettant pleinement à profit leurs nouvelles marges de manœuvre pour investir et pour embaucher".

Jean Petaux : Vous êtes un peu injuste quand vous annoncez que la plupart des engagements du chef de l'Etat n'ont pas été tenus. En matière de pacte de responsabilité la loi Macron, après un parcours digne du combattant ou proche du mythe de Sisyphe a fini par être adoptée au Parlement, ce qui l'a amenée d'ailleurs directement cette semaine à être « déferée » au Conseil Constitutionnel. Lorsque François Hollande annonce d'ailleurs certaines mesures se rapportant au Pacte de Responsabilité, le 14 juillet 2014, il ignore qu'il va se séparer d'Arnaud Montebourg, en charge de ce dossier, 6 semaines plus tard au profit d'un Emmanuel Macron qui a beaucoup plus « le profil de l'emploi » qu'Arnaud Montebourg. Mais, en ce qui concerne les mesures économiques, François Hollande ne s'est pas renié. Tout au contraire. En revanche sur le « numérique à l'école » (mesure symbolique s'il en est) il n'est guère envisageable de mesurer l'effort consenti et pour ce qui concerne le « vieillissement » on ne peut que constater une pause dans la politique engagée. Reste les impôts : sur ce plan François Hollande fait plutôt ce qu'il a promis. Pour 2016, 9 millions de Français sont susceptibles de sortir de l'IRPP...

En réalité ce qui est en cause ici c'est le « rituel républicain » (le « cérémonial révolutionnaire ») qui est propre à ce discours aussi convenu pour Hollande que pour ses prédécesseurs qu'est devenue l'allocution du 14 juillet. Cette tradition date de Valéry Giscard d'Estaing. Elle est devenue une pure ritualisation abstraite qui n'a réellement aucune justification.

La première fois d'ailleurs où cet interview présidentiel a eu un contenu réellement politique cela a été le 14 juillet 1986, premier du genre en « régime » de cohabitation. François Mitterrand, tout juste habillé du costume de « président cohabitant » après la défaite de son camp trois mois plus tôt en mars 1986, signifie sans préavis, à l'occasion de sa traditionnelle interview du 14 juillet, à son Premier ministre Jacques Chirac qu'il ne signera pas les ordonnances sur les privatisations... L'affaire fait grand bruit. De ce jour Jacques Chirac a perdu la partie de bras de fer qu'il avait engagée avec François Mitterrand et le débat de l'entre-deux-tours en mai 1988 finira d'entériner cette défaite, près de deux années de cohabitation plus tard. Cet entretien du 14 juillet 1986 avait un sens. Tout comme celui du 14 juillet 1997 où Jacques Chirac marqua à son tour sa suprématie constitutionnelle sur son nouveau Premier ministre de cohabitation Lionel Jospin installé depuis moins de 7 semaines à Matignon. Tous les autres n'ont aucun intérêt. Celui qui s'annonce sera promis au même sort que les précédents. Avec, néanmoins, une petite surprise : la narration, par François Hollande lui-même, du tout récent sommet de l'Eurogroupe et l'écriture du « story-telling » de son propre rôle dans la crise... En dehors de cet aspect testimonial... aucune surprise à attendre.

François Hollande a-t-il, malgré tout, respecté certaines de ses promesses? Lesquelles?

Christelle Bertrand : En ce qui concerne les baisses d'impôt, les promesses ont été tenues puisque en 2015, 8 millions de français vont bénéficier d'au moins 100 euros de baisse. En avril, François Hollande a aussi annoncé des mesures pour l'apprentissage. Enfin, en mai dernier, il promet aussi une série de mesures pour qu'à la rentrée 2015, 337 écoles primaires et 209 collèges passent au numérique. Le problème de toutes ces mesures c'est qu'elles arrivent tardivement, presque un an après les annonces. Du coup, par exemple, l'objectif de 500.000 apprentis d'ici 2017, promis alors par le Président de la République, semble difficilement tenable.

Jean Petaux : Oui sur le Pacte de responsabilité ; oui sur la recherche de la croissance en Europe (cela ne « mange pas de pain » de dire qu'on va tout faire pour le retour de la croissance...). En revanche les succès les plus tangibles de François Hollande en politique étrangère (l'intervention au Mali commencée en janvier 2014) ou son attitude lors des événements de janvier 2015 ne figurent en rien, bien entendu, dans son allocution du 14 juillet 2014. Il n'est donc aucunement pertinent d'y voir une forme de « discours programme » ou « un entretien fondateur »...

Pourquoi les engagements du 14 juillet sont-ils rarement respectés ?

Christelle Bertrand : C'est un peu comme les promesses électorales, la plupart du temps l'actualité prend le dessus, de nouvelles priorités arrivent au-devant de la scène et les promesses sont oubliées car il est compliqué de tout mener de front. On voit bien qu'en ce qui concerne les promesses tenues, François Hollande a attendu le tout dernier moment pour les mettre en œuvre car certaines mesures comme la Loi Macron et la loi sur le renseignement ont pris le pas sur les mesures moins importantes annoncées en juillet dernier. Puis concernant le pacte de responsabilité, le gouvernement n'est pas le seul acteur en jeu. En l'occurrence, les chefs d'entreprises ne semblent pas vouloir ou pouvoir jouer le jeu des contre parties.

Jean Petaux : Parce qu'ils ne sont pas discriminants et stratégiques. Parce qu'ils sont souvent incantatoires et qu'il ne suffit pas de dire « y'a qu'à » ou « faut qu'on » pour que les choses se réalisent. Parce qu'ils procèdent d'une pure rhétorique politique et qu'ils sont rarement suivis d'effets et surtout parce qu'ils ne sont jamais très clairs. L'autre raison c'est que pour être suivis d'effets il faut qu'ils se traduisent en « actes de lois » et que dans cette perspective ils doivent entrer dans le tuyaux de la mécanique parlementaire au risque de perdre toute efficacité politique dans le court terme et de s'enliser dans le jeu complexe des travaux en commissions, des CMP (Commissions mixtes parlementaires) et des batailles d'amendements... Autrement dit ils perdent toute leur charge symbolique et leur poids politique. Pour être efficaces et synonymes de « promesses tenues » il faudrait qu'ils soient traduits en Ordonnances (pour aller vite) ou en « pouvoirs spéciaux » dévolus par le Parlement, comme le général de Gaulle l'a obtenu de la Chambre des Députés de la IV^{ème} République le 3 juin 1958 lui permettant de soumettre au référendum le projet du texte constitutionnel le 28 septembre 1958 pour une promulgation le 4 octobre. En dehors de ce type de fonctionnement (ultra rapide celui-là) il y a toutes les raisons possibles et imaginables pour que les promesses du 14 juillet connaissent le sort réservé aux cigales du Midi de la France en cette même saison estivale : elles ne passent pas la journée !

A quoi sert alors cette interview ?

Christelle Bertrand : Nicolas Sarkozy n'avait pas souhaité perpétuer la tradition et avait mis un terme à cette allocution télévisée. Il lui a préféré un grand concert qui sera organisé durant 3 années sur le Champs de Mars avant que son coût, 45 millions d'euros, ne pousse le chef de l'État à suspendre l'événement. François Hollande a, lui, souhaité rétablir la traditionnelle interview initiée par

François Mitterrand, deux mois après son arrivée à l'Élysée en 1981. Sa fibre mitterrandienne n'y est sans doute pas pour rien mais surtout, le chef de l'État cherche alors une manière de reprendre la main après l'affaire du tweet de soutien envoyé par Valérie Trierweiler à l'opposant de Ségolène Royal aux législatives à La Rochelle. Il souhaite montrer qu'il est seul maître à bord en recadrant la première dame. Il entend aussi quitter les rubriques people pour reprendre la main sur le champ politique. Cette première interview aura lieu à l'Hôtel de la Marine avant d'être rapatriée dès 2013 à l'Élysée.

Jean Petaux : La question se pose réellement... C'est devenu une sorte de « discours sur l'état de l'Union » cher au président américain ou un « speech » comparable à celui du Premier ministre britannique que lit sans broncher la Reine d'Angleterre chaque année aux Communes... C'est un rituel républicain. Pas autre chose. Destiné à montrer aux Français qui sont (de moins en moins nombreux) à cette heure-là devant leur téléviseur que le chef de l'Etat n'est pas en vacances. La séquence est censée leur démontrer qu'il est à même de parler après avoir présidé, tel un monarque républicain, le défilé du 14 juillet qui l'a occupé deux bonnes heures place de la Concorde... Il peut y avoir des cas où le chef de l'Etat en profite pour recadrer tel ou tel... La manière avec laquelle Jacques Chirac humilia publiquement Nicolas Sarkozy (« *Je décide, il exécute* ») ou celle avec laquelle Nicolas Sarkozy parla de son premier ministre François Fillon ce jour-là (« *mon collaborateur* ») sont autant de moments qui sont restés gravés dans les mémoires... des spécialistes et du microcosme politico-journalistique !. En réalité l'immense majorité des électeurs et des Français n'en a rien à faire... C'est l'incongruité d'une telle situation et son caractère très franco-français aussi.

Les français tiennent-ils rigueur au Président de la République de ne pas tenir ses promesses ?

Christelle Bertrand : Il faut tout d'abord reconnaître que l'audience de ces interviews est en nette perte de vitesse. Depuis le début du mandat de François Hollande, les audiences cumulées de TF1 et France 2, lors de ce rendez-vous, dégringolent, après avoir réuni "9,3 millions de téléspectateurs en 2012" pour sa grande première, François Hollande n'en avait plus mobilisé que 6,7 millions l'année d'après, "avant de remonter à 7,3 millions l'année suivante". En comparaison, les vœux du président de la République, eux aussi retransmis à la télévision, ont attiré cette année 10 millions de téléspectateurs. On peut bien évidemment se demander si cette désaffection n'est pas justement à mettre sur le compte des promesses non tenues. Mais cette interview reste importante comme symbole. A l'heure où tous les partis vantent les valeurs de la République, elle est une partie intégrante désormais du rituel républicain.

Jean Petaux : Compte tenu de la cote de popularité de François Hollande j'aurais tendance à répondre « oui » à votre question. Il ne serait pas si bas dans les sondages s'il n'avait pas déçu une bonne partie de son électorat. Mais la question se pose de savoir si ce sont les promesses qu'il a pu faire lors de ses trois précédentes interventions du 14 juillet depuis 2012 et qu'il n'aurait pas tenues qui sont à la source de son impopularité et de l'insatisfaction qu'il génère chez les Français ou bien un ensemble. Dit autrement : « *est-il impopulaire pour l'ensemble de son œuvre ou pour ses précédentes déclarations du 14 juillet ?* ». La réponse semble évidente ! Le mécontentement que François Hollande engendre relève plus de l'appréciation d'ensemble que du « coup par coup »... Et c'est d'ailleurs bien là que l'on se trouve confronté au mystères de la chose politique. François Hollande a fait très peu de promesses pendant sa campagne présidentielle, on peut donc considérer qu'il s'est peu renié mais peu importe : le désir de changement était tel après dix ans de présence au gouvernement de la droite dont les cinq dernières années avec un hyper-actif inefficace au pouvoir que tous les « désirs de changements » étaient accumulés sur la personne de François Hollande. L'immense majorité de ses électeurs savait que les grandes épopées du changement (modèle 1981 vite avorté d'ailleurs, dès 1983) n'existaient que dans leurs rêves ou uniquement dans la bouche d'un Mélenchon (et encore ???!!...) mais il n'en demeure pas moins que François Hollande a déçu ceux qui ne demandaient qu'à l'être... La majorité des Français en somme.